

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Dossier : 1291334-31-2209

Dossier accréditation : AQ-1004-7940

Montréal, le 12 octobre 2022

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Annie Laprade**

---

**Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix**  
Employeur

et

**Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2684**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail à l'emploi de la Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix et qui occupent des postes de:

- a) moniteurs-sauveteurs ou assistants à la piscine de Lac-à-la-Croix;
- b) brigadiers scolaires;
- c) employés des travaux publics à la Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix;
- d) employés de bureau à la Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix,  
à l'exclusion des directeurs de service. »

De : **Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix**

87, rue Saint-André

Métabetchouan-Lac-à-la-Croix (Québec) G8G 1A1

Établissement visé :

87, rue Saint-André

Métabetchouan-Lac-à-la-Croix (Québec) G8G 1A1;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

---

Annie Laprade

M<sup>me</sup> Marie-Hélène Boily  
Pour l'employeur

AL/mpl